Financé par l'Union européenne

Royaume du Maroc

Ministère de l'Economie et des Finances

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

EXPERTISE FRANCE
GROUPE AFD

Revue de presse

Hakama / Appui à la mise en œuvre d'une gestion publique efficace et transparente

Appui technique
à la mise en œuvre d'une gestion publique
plus efficace et transparente dans le cadre de la LOF

08 Février 2024

Expertise France
Créé par : Imane HATIMY

Table des matières

Table des matières 2
La DGI déploie son nouveau plan stratégique 2024-2028 3
Hydrogène vert : Investissement émirati de 10 milliards de dollars dans le Sahara marocain 3
Maroc-Inde : une coopération triangulaire pour la croissance en Afrique 4
Secteur minier : signature d'un mémorandum d'entente entre le Maroc et l'Arabie Saoudite 6
Un PIB de 3,2% prévu par le HCP en 2024 6
Alimentation, santé, énergie, industrie… Le Maroc intègre une coalition composée des Émirats arabes unis, de l'Égypte, de la Jordanie et du Bahreïn 8
Stratégie digitale : 600 services publics deviennent numériques au Maroc 9
Le ministère de l'Économie et des Finances publie le « budget citoyen » de la loi de finances 2024 10
Riyad: Le Forum économique saoudo-marocain annonce des partenariats commerciaux et un ensemble d'initiatives 10
La douane apporte des précisions sur la TVA appliquée à l'importation des biens d'investissement 12
Rencontres d'affaires à Barcelone et Bilbao pour renforcer la dynamique d'investissement entre le Maroc et l'Espagne 12
Transition énergétique : Le Maroc et l'Autriche déterminés à renforcer leur coopération 13

L'ECONOMISTE

Paru le 02/01/2024

La DGI déploie son nouveau plan stratégique 2024-2028

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé le lancement de son plan stratégique 2024-2028, qui vient après celui couvrant la période 2017-2021. Ce plan s'articule autour de 6 priorités stratégiques, dont le renforcement de la mobilisation du plein potentiel fiscal, précise le fisc, soulignant que l'administration envisage à travers sa vision commune de renforcer la mobilisation du plein potentiel fiscal. Il s'agit ainsi d'identifier et d'appréhender toute forme de non-conformité et ce, tout d'abord, par le biais de l'amélioration de l'intégrité, de la fiabilité et de la complétude du registre des contribuables, explique la DGI.

De son côté, la 2e priorité consiste à renforcer les relations de confiance et promouvoir le civisme fiscal, à travers la poursuite des actions visant à sensibiliser et à impacter les comportements en matière de civisme fiscal. Quant à la 3e priorité, elle porte sur la contribution à la mise en œuvre de la réforme fiscale, la consolidation de la sécurité juridique et le renforcement du positionnement de la DGI sur la scène fiscale internationale.

Les autres priorités consistent de leur côté à renforcer les capacités de la DGI grâce à un capital humain compétent et engagé, des structures adaptées, un environnement propice et une gestion budgétaire rationnelle, à adopter une approche systémique et des modes de gouvernance renforcés pour améliorer l'efficacité et la performance ainsi qu'à renforcer l'intelligence numérique, moderniser l'infrastructure technologique et développer l'analyse et l'intelligence fiscale.

Source : https://www.leconomiste.com/flash-infos/la-dgi-deploie-son-nouveau-plan-strategique-2024-2028

LEBRIEF.MA

Paru le 04/01/2024

Hydrogène vert : Investissement émirati de 10 milliards de dollars dans le Sahara marocain

TAQA, la compagnie nationale d'énergie basée à Abu Dhabi, a récemment annoncé un investissement massif de 10 milliards de dollars dans un projet novateur de production d'hydrogène vert au Maroc. Ce projet ambitieux, situé dans la région de Dakhla Oued Eddahab, vise à générer jusqu'à 6 GW d'énergie, marquant ainsi une avancée dans le secteur énergétique mondial.

Par ailleurs, le projet, qualifié d'« ambitieux», a pour objectif principal de développer une infrastructure de pointe dans la région de Dakhla-Oued Eddahab. Cette initiative met en lumière le potentiel considérable de cette zone pour le développement des énergies renouvelables.

En outre, l'attention croissante des investisseurs envers la région de Dakhla-Oued Eddahab est devenue particulièrement évidente, comme le démontrent la réalisation de grands projets tels que le projet White Dunes de 8 GW par Falcon Capital Dakhla et HDF Energy. Ces initiatives, ainsi

que d'autres, renforcent substantiellement le potentiel énergétique de la région. Le Maroc, cherchant activement à atteindre l'indépendance énergétique et à réduire son empreinte carbone, considère ces investissements comme une opportunité pour réaliser ses objectifs environnementaux.

En complément, outre le projet d'hydrogène vert à Dakhla-Oued Eddahab, d'autres initiatives témoignent clairement de l'engagement du Royaume envers les énergies renouvelables. Par exemple, Total Eren, une filiale de TotalEnergies, a acquis un terrain considérable dans la région de Guelmim-Oued Noun pour un projet combinant énergie éolienne et solaire. De même, CWP Global envisage la construction d'une impressionnante installation d'ammoniac renouvelable à Tan-Tan, dotée d'une capacité combinée de 15 GW d'énergie éolienne et solaire.

Ces projets diversifiés s'insèrent parfaitement dans une tendance mondiale de transition vers des sources d'énergie renouvelables. Ils illustrent éloquemment la vision stratégique du Maroc qui vise à diversifier son mix énergétique et à accélérer sa transition vers une économie verte et durable.

Source : https://www.lebrief.ma/hydrogene-vert-investissement-emirati-de-10-milliards-de-dollars-dans-le-sahara-marocain-114554/

LA VIE ÉCO

Paru le 10/01/2024

Maroc-Inde : une coopération triangulaire pour la croissance en Afrique

Le Maroc et l'Inde peuvent travailler "étroitement" à travers une coopération Sud-Sud et triangulaire pour promouvoir la croissance en Afrique, a affirmé, mercredi à Gandhinagar (ouest de l'Inde), le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour.

Le partenariat stratégique entre le Maroc et l'Inde devrait leur permettre de "développer des initiatives conjointes englobant l'ensemble du continent africain dans le processus d'industrialisation et de développement économique, tout en veillant à la sécurité alimentaire et à la sûreté sanitaire", a indiqué M. Mezzour, qui intervenait à l'ouverture de la 10ème édition du sommet biannuel d'investisseurs "Vibrant Gujarat".

Le ministre a également mis en avant les avancées accomplies par le Maroc sous la conduite éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, relevant que le Royaume a démontré une résilience exceptionnelle face aux divers chocs d'approvisionnement et aux crises mondiales successives, avec des performances remarquables de tous les secteurs, ce qui confirme le succès indéniable de la politique industrielle et la compétitivité de la plateforme marocaine.

Il a, dans ce sens, noté que le Maroc a triplé son produit intérieur brut (PIB) au cours des 20 dernières années et multiplié par six ses exportations industrielles depuis 1999, précisant que les produits manufacturés représentent actuellement 86,7% des exportations marocaines.

De plus, grâce à sa position idéale en tant que plaque tournante continentale et mondiale, à ses accords de libre-échange offrant l'accès à plus de 100 pays et à 2,3 milliards de consommateurs, ainsi qu'à sa stabilité politique et monétaire, le Maroc offre d'excellentes opportunités pour les investisseurs, a fait valoir M. Mezzour.

Pour ce qui est des relations bilatérales maroco-indiennes, le ministre a souligné que depuis la visite

historique de Sa Majesté le Roi en Inde en 2015, qui a marqué le début d'une nouvelle ère de coopération, les deux pays ont œuvré sans relâche pour atteindre les objectifs fixés.

Il a, à cet effet, rappelé la signature de près de 50 accords et protocoles d'accord dans divers secteurs et la présence, actuellement, de pas moins de 45 entreprises indiennes au Maroc, contre seulement 13 en 2015.

Ces chiffres témoignent de l'élan considérable insufflé dans les relations entre les deux pays, d'après M. Mezzour qui se dit confiant que cette dynamique continuera de croître, puisque le Maroc et l'Inde partagent un engagement envers la croissance économique, le développement durable et la prospérité mutuelle.

La cérémonie d'ouverture de la 10 édition de ce sommet de trois jours, tenu sous le thème "Portail vers l'avenir", a été présidée par le premier ministre indien, Narendra Modi, en présence notamment de SA Cheikh Mohammed Ben Zayed Al-Nahyane, Président de l'Etat des Emirats Arabes Unis, et du premier ministre tchèque Petr Fiala.

Lancé en 2003 par M. Modi, ministre en chef de l'État à l'époque, le sommet vise à promouvoir les investissements, le commerce, l'innovation et le développement économique dans l'État du Gujarat.

Le sommet, qui réunit cette année 34 pays partenaires, dont le Maroc, et des délégations de plus de 130 pays, ainsi que des milliers de chefs d'entreprise et investisseurs, offre une plateforme aux entreprises et aux gouvernements pour discuter des opportunités d'investissement, des partenariats stratégiques et des questions liées au développement économique.

Au fil des éditions, le sommet a attiré l'attention d'entreprises nationales et internationales, de responsables gouvernementaux et de divers acteurs économiques. Il a contribué à positionner le Gujarat en tant que destination attractive pour les investissements et a joué un rôle clé dans le développement économique de l'Etat.

L'ouverture du sommet a été marquée par plusieurs annonces d'investissements, dont notamment, celles du groupe indien Adani, d'un montant de 24 milliards de dollars dans les secteurs de l'énergie verte et renouvelable dans l'État au cours des cinq prochaines années.

Le constructeur automobile japonais Suzuki Motors a, pour sa part, annoncé son intention d'investir 350 milliards de roupies (4,2 milliards de dollars) pour construire une deuxième usine de voitures dans l'État du Gujarat et d'ajouter une nouvelle ligne de production à une usine existante. Le Groupe a également annoncé que le premier véhicule électrique à batterie du groupe sera lancé à partir de son usine de Gujarat d'ici la fin de l'année.

Outre M. Mezzour, la délégation marocaine comprenait l'ambassadeur du Maroc à New Delhi, Mohamed Maliki, le chef de cabinet du ministre de l'Industrie et du Commerce, Amine Belhaj Soulami, la directrice de communication et coopération internationale du ministère, Imane Benrabiaa, et la directrice de Coopération et de partenariat à l'Agence marocaine de développement des investissements et des exportations (AMDIE), Assia Bensaad.

Source : https://www.lavieeco.com/affaires/maroc-inde-une-cooperation-triangulaire-pour-la-croissance-en-afrique/

Paru le 10/01/2024

Secteur minier : signature d'un mémorandum d'entente entre le Maroc et l'Arabie Saoudite

Riyad - Le Maroc et l'Arabie Saoudite ont signé, mardi à Riyad, un mémorandum d'entente visant à développer la coopération dans le secteur minier, et ce lors des travaux de la troisième réunion des ministres en charge des affaires minières.

Signé par la ministre de la Transition énergétique et du Développement durable, Leila Benali et le ministre saoudien de l'Industrie et des Ressources minérales, Bandar bin Ibrahim Al-Khorayef, ce mémorandum d'entente ambitionne de renforcer la coopération bilatérale dans les secteurs de l'industrie et des mines, ainsi que l'échange d'expériences et d'expertises.

Les deux parties ont également examiné les opportunités d'investissement dans le secteur minier dans les deux pays, ainsi que la demande mondiale croissante sur les mines.

La ville de Riyad accueille, ce mercredi, la 3ème édition du Future Minerals Forum (FMF), avec la participation de 79 pays, dont le Maroc. Cet événement a pour objectifs de renforcer la coopération internationale en matière de production de minéraux stratégiques et de mettre en lumière les potentialités de la région minière qui s'étend de l'Afrique à l'Asie occidentale et centrale.

Source : https://www.mapnews.ma/fr/actualites/economie/secteur-minier-signature-dun-m%C3%A9morandum-dentente-entre-le-maroc-et-larabie

Paru le 12/01/2024

Un PIB de 3,2% prévu par le HCP en 2024

Face au contexte actuel, le HCP appelle à dégager des espaces budgétaires supplémentaires pour contribuer davantage au processus de stimulation de l'activité économique.

L'économie marocaine devrait poursuivre en 2024 le redressement observé une année auparavant. Le Haut-Commissariat au Plan anticipe dans ce sens un raffermissement de la croissance économique au titre de l'exercice actuel. Une dynamique qui devrait être soutenue par l'effort d'investissement et l'accroissement prévu de la demande adressée au Maroc. En 2024, le Produit intérieur brut devrait s'accroître de 3,2% par rapport à 2,9% estimé pour 2023. Le PIB nominal devrait, pour sa part, s'accroître de 6% en 2024 portant l'inflation, mesurée par l'indice implicite du PIB, à 2,8% en 2024 après avoir enregistré 4,5% en 2023 et 3,1% en 2022. « Les prévisions économiques de l'année 2024 sont établies en prenant en considération les dispositions annoncées dans la loi de Finances 2024. Cette année devrait se caractériser par la mise en œuvre d'une panoplie de mesures en vue d'atténuer les effets liés aux conséquences socio-économiques de l'inflation, de la sécheresse et du séisme d'Al Haouz. Dans ce cadre, plusieurs grands chantiers seraient déployés, notamment à travers la mise en œuvre des programmes de reconstruction et de mise à niveau des zones sinistrées, des aides sociales directes et d'aide au logement », explique le HCP dans sa

publication portant sur le budget économique prévisionnel 2024. Et de préciser que « ces prévisions se basent également sur l'hypothèse d'une reprise de la demande étrangère dans un contexte d'atténuation progressive des tensions inflationnistes au niveau international». Se référant au HCP, les perspectives modérées de la croissance économique soulèvent l'importance cruciale de réaliser une croissance économique plus créatrice d'emplois. « Cette nécessité est d'autant plus pressante que le contenu en emploi de la croissance économique a tendance à s'affaiblir et que la croissance potentielle de l'économie nationale enregistre une tendance baissière », relève-t-on. Et de suggérer : «Dans ce contexte soumis aux contraintes à la fois externes et internes de l'économie nationale, en particulier celles liées à l'ampleur de l'intervention de la politique budgétaire, il est inéluctable de dégager des espaces budgétaires supplémentaires pour contribuer davantage au processus de stimulation de l'activité économique ».

Hausse de 2,5% des activités agricoles

Les prévisions dévoilées par le HCP supposent la réalisation d'une production céréalière au-dessous de la moyenne durant la campagne 2023/2024 compte tenu du niveau des précipitations et leur répartition spatio-temporelle à fin décembre 2023. Dans les détails, les activités agricoles devraient enregistrer une hausse de 2,5% en 2024 contribuant à la croissance du PIB de 0,3 point. « En tenant compte d'une amélioration des activités de la pêche maritime, le secteur primaire devrait dégager une valeur ajoutée en amélioration de 2,7% au lieu d'une hausse de 6,7% estimée pour 2023 », estime le HCP. Pour ce qui est des activités non agricoles, le HCP table sur un taux de croissance de près de 3,2% en 2024 après 2,7% en 2023. Cette évolution devrait être portée par la poursuite de la bonne tenue du secteur tertiaire et par la reprise du secteur secondaire. « Soutenue par la consolidation des demandes extérieures et intérieures, la valeur ajoutée secondaire devrait s'améliorer de 2,8% en 2024 après un recul de 0,4% en 2023, bénéficiant de l'impact positif du redressement prévu du secteur du BTP, des activités minières et des industries de transformation », peut-on retenir du HCP. Par ailleurs, les activités industrielles devraient afficher un accroissement de 2,7% en 2024 au lieu de 0,6% en 2023, tiré principalement par la reprise prévue des industries chimiques et par la poursuite de la performance de l'industrie automobile. Le secteur minier devrait connaître une hausse de 3,9% en 2024 au lieu d'une baisse de 4,2% en 2023 et de 9,4% en 2022. De même, le secteur du BTP devrait connaître une reprise de son activité en 2024, bénéficiant à la fois de la hausse des investissements publics en matière d'infrastructure et du lancement du programme d'aide au logement. Sa valeur ajoutée devrait s'accroître de 2,8%, au lieu de deux fléchissements de 1,3% en 2023 et 3,6% en 2022. Pour ce qui est des activités tertiaires, elles devraient conserver leur soutien à la croissance économique globale, affichant une progression de 3,4% en 2024 après 4% une année plus tôt.

L'effort d'investissement public soutient la demande intérieure

En ce qui concerne la demande intérieure, elle devrait être soutenue par l'effort d'investissement public. Elle profiterait par ailleurs du lancement du programme des aides sociales directes aux ménages précaires dans le cadre de l'opérationnalisation des programmes sociaux définis par la stratégie du Royaume. Se référant aux projections du HCP, la consommation des ménages devrait connaître une légère hausse de 1,1% sur fond d'amélioration des revenus perçus et d'une inflation encore rigide à la baisse. «Le revenu disponible des ménages qui devrait enregistrer une croissance de 3,8% ferait face à une inflation de même niveau.

Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages continuerait de subir les effets négatifs de l'inflation et devrait enregistrer une régression pour la troisième année consécutive de 0,01% après celle de 0,5% en 2023 et 4% en 2022», peut-on lire du HCP. La consommation des administrations publiques devrait, quant à elle, afficher un rythme d'évolution consolidé aux alentours de 5,1%, contribuant de 1 point à la croissance du PIB.

Compte tenu de ces évolutions, la consommation finale nationale devrait afficher un rythme de croissance de 2,1% donnant lieu à une contribution de 1,7 point au PIB. En parallèle, le volume de l'investissement brut devrait ainsi s'accroître de 7,8% générant une contribution positive de 2,1

points à la croissance du PIB en 2024 au lieu d'une contribution de seulement 0,7 point prévue pour 2023. A cet effet, la demande intérieure devrait afficher une progression plus soutenue de l'ordre de 3,5%, contribuant à hauteur de 3,8 points à la croissance économique au lieu de 1,8 point en 2023.

Source : https://aujourdhui.ma/economie/un-pib-de-32-prevu-par-le-hcp-en-2024

LE 360

Paru le 14/01/2024

Alimentation, santé, énergie, industrie… Le Maroc intègre une coalition composée des Émirats arabes unis, de l'Égypte, de la Jordanie et du Bahreïn

Aux côtés des EAU, de l'Égypte, de la Jordanie et du Bahreïn, le Maroc participera désormais aux différents travaux de la coalition industrielle pour le développement durable, un cadre de coopération entre ses pays membres pour soutenir leurs activités économiques. Une revue de presse de l'hebdomadaire La Vie Éco.

Le Maroc vient d'intégrer la coalition industrielle pour le développement économique durable, composée des Émirats arabes unis, de l'Égypte, de la Jordanie et du Bahreïn. Le jeudi 11 janvier dernier à Manama, au Bahreïn, lors de la quatrième réunion ministérielle de la coalition, le Royaume a signé un mémorandum d'entente actant cette adhésion, représenté par Ryad Mezzour, ministre de l'Industrie et du commerce.

Lancée en mai 2022 à Abu Dhabi, aux EAU, la coalition industrielle intégrée, désormais constituée de cinq pays, est un cadre de coopération entre ses membres, afin de soutenir leur développement économique durable, de permettre de créer plus d'opportunités d'investissements dans leur territoire, d'améliorer l'intégration des ressources et des industries, et de faire croître la part du secteur industriel dans le PIB des pays partenaires.

Selon *La Vie Éco*, créer un noyau économique et industriel régional, en mesure de faire face aux défis communs et aux crises mondiales, et favoriser la souveraineté économique de ses cinq pays membres, sont les principaux objectifs de cette coalition, tout particulièrement dans des secteurs vitaux comme l'alimentation, la santé, l'énergie et l'industrie.

À cet événement à Manama, Ryad Mezzour a indiqué que «*l'adhésion du Maroc à la coalition industrielle intégrée s'inscrit dans le cadre de la vision éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, visant à renforcer la coopération économique avec les pays de la région, et à favoriser un développement économique durable pour les pays membres de cette alliance*».

Pour le ministre de l'Industrie et du commerce, cette adhésion représente aussi «*une opportunité de renforcer l'intégration de nos industries et de développer davantage de projets qui génèrent de la croissance et des opportunités d'emploi pour nos jeunes*».

Ryad Mezzour a aussi précisé qu'il s'agissait là d'une étape qualitative, dans ce processus de croissance, et aussi dans celui d'une intégration industrielle régionale.

Source : https://fr.le360.ma/politique/alimentation-sante-energie-industrie-le-maroc-integre-une-coalition-composee-des-emirats-arabes-unis_TVHYK6PQ6FCQNGEOUQMVK5P4H4/

Paru le 17/01/2024

Stratégie digitale : 600 services publics deviennent numériques au Maroc

Le Maroc a réalisé des progrès significatifs dans le domaine de la gouvernance électronique au cours des dernières années. Le pays a lancé un certain nombre d'initiatives visant à améliorer la prestation de services et à renforcer l'engagement des citoyens via les canaux numériques.

Le gouvernement du Maroc a déjà numérisé plus de 600 services publics dont 300 dédiés aux citoyens, plus de 200 aux entreprises et 100 services destinés aux administrations publiques. La ministre de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration, Ghita Mezzour, l'a fait savoir récemment, indique le portail spécialisé *We Are Tech Africa.*

« *La ministre a souligné la volonté du gouvernement de finaliser les projets numériques en cours. Ces projets comprennent la gestion du service public, la réforme de l'administration, la protection contre les contenus Internet préjudiciables, le soutien aux entreprises émergentes dans le cadre de la stratégie numérique nationale* », lit-on.

La ministre a également apporté quelques précisions sur la stratégie nationale de transition numérique Maroc Digital 2030, actuellement en cours d'approbation. La nouvelle stratégie s'articule autour de deux axes majeurs : la numérisation complète des services publics et la stimulation de l'économie numérique. Les objectifs incluent entre autres la création de 300 000 emplois et une contribution du secteur numérique au PIB national évaluée à 170 milliards de dirhams.

« Dans le but d'accroître la contribution de l'économie numérique au PIB à l'horizon 2030, le Maroc s'engage à labelliser 3 000 start-up, une nette augmentation par rapport aux 380 enregistrées en 2022. Sur le volet de la formation, la Stratégie prévoit la qualification annuelle de 45 000 talents dans le numérique, la reconversion de 50 000 jeunes vers les métiers du numérique, ainsi que l'accueil de 6 000 nouveaux talents numériques étrangers chaque année, entre autres initiatives », lit-on encore.

Grâce à la numérisation totale des services envisagée dans la stratégie, le Maroc aspire à se hisser parmi les 50 premiers du classement de l'ONU sur l'e-gouvernance, alors qu'il occupe actuellement la 113e place. Le pays ambitionne ainsi de se profiler en tant qu'acteur majeur de l'économie numérique, prêt à créer des emplois, stimuler la croissance économique et améliorer la vie quotidienne de ses citoyens grâce à des services publics innovants et accessibles.

Source https://fr.le360.ma/economie/strategie-digitale-600-services-publics-deviennent-numeriques-au-maroc_K3BTI5HJBVGZ5MEPEZKLNRP4JE/

Paru le 19/01/2024

Le ministère de l'Économie et des Finances publie le « budget citoyen » de la loi de finances 2024

Le budget citoyen résume les principaux chiffres figurant dans la loi de finances 2024, à travers lesquels le citoyen peut déterminer la façon dont les dépenses sont réparties pour financer les services publics.

Rendu public ce vendredi 19 janvier, le budget citoyen est considéré comme un document simplifié de la loi de finances 2024. Il permet aux citoyens de suivre les dépenses publiques et de prendre connaissance des niveaux du déficit budgétaire et de l'endettement public, ainsi que de l'évolution des principaux indicateurs macro-économiques.

Le budget citoyen présente les objectifs fondamentaux de la loi de finances 2024. Il cite ses principaux chiffres et la répartition des dépenses et des recettes de l'État et met en relief les services à caractère social relevant des secteurs intéressant les citoyens comme l'éducation, la santé et le logement.

Par ailleurs, le budget citoyen donne une idée sur les indicateurs relatifs à la stabilité macro-économique, en l'occurrence le déficit budgétaire et le niveau de la dette publique.

Source : https://fr.le360.ma/economie/le-ministere-de-leconomie-et-des-finances-publie-le-budget-citoyen-de-la-loi-de-finances-2024_JXE5KFHW3FH3ZI6DKGPZLQJLYE/

Paru le 22/01/2024

Riyad: Le Forum économique saoudo-marocain annonce des partenariats commerciaux et un ensemble d'initiatives

Riyad - Les représentants des secteurs privés saoudien et marocain se sont mis d'accord sur un programme d'action commun et un ensemble d'initiatives visant à aller de l'avant en matière de coopération et d'intégration économiques entre le Maroc et l'Arabie saoudite.

Le programme d'action commun comprend l'opérationnalisation des projets de la ligne de transport maritime direct, notamment entre les ports de Djeddah et Tanger Med, la création d'un fonds d'investissement commun et l'accompagnement des entreprises saoudiennes dans l'accès aux marchés africains et européens, l'intensification des activités des délégations commerciales, des

expositions et l'échange d'informations sur les opportunités et les marchés, ainsi que l'accélération du rythme de participation des entreprises marocaines aux projets de la Vision 2030.

C'est ce qui ressort du Forum économique saoudo-marocain, organisé par l'Union des chambres saoudiennes, en collaboration avec la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), et dont les travaux se sont poursuivis, lundi à Riyad, avec la participation de plus de 250 entreprises saoudiennes et marocaines et des représentants des secteurs public et privé dans le but de présenter l'environnement et les opportunités d'investissement disponibles dans les Royaumes d'Arabie saoudite et du Maroc et le rôle des fonds et des partenaires financiers saoudiens dans l'accompagnement des investisseurs internationaux.

Les travaux du forum ont été marqués lundi par des réunions bilatérales entre les hommes d'affaires et les entrepreneurs des deux pays pour discuter des partenariats et explorer les opportunités d'investissement disponibles entre les entreprises marocaines et saoudiennes dans divers secteurs, dont le tourisme, l'agriculture, l'industrie, la finance, les énergies renouvelables, l'immobilier, la construction, les services, la santé et la technologie.

A cet égard, le président du Conseil d'affaires saoudo-marocain, Mohammed ben Fahd Al-Hammadi, a indiqué dans des déclarations à la presse que le Royaume d'Arabie saoudite accorde un intérêt à plusieurs secteurs dans le Royaume du Maroc, à leur tête l'automobile, le tourisme et le transport maritime, afin de promouvoir les investissements conjoints, d'augmenter le volume du commerce intra-régional ainsi que des exportations vers les marchés ouest-africains.

Il a ajouté que l'Arabie saoudite cherche à bénéficier de l'expérience réussie du Maroc dans l'industrie automobile, relevant qu'il est prévu qu'une délégation saoudienne se rendra au Maroc pour constater de près le développement du système de production automobile en partenariat avec des pays européens.

Après des rencontres bilatérales entre les hommes d'affaires des deux pays, la délégation marocaine visitera le siège de la Banque saoudienne d'import-export pour s'informer des mécanismes de son fonctionnement ainsi que des incitations et facilités qu'elle offre aux investisseurs.

Le président de l'Union des chambres saoudiennes, M. Hassan Al-Huwaizi, a affirmé dans son allocution lors du forum que les relations saoudo-marocaines ont connu un élan et un développement tangibles, ainsi qu'une amélioration du commerce et des investissements, notant que le volume des échanges commerciaux s'est multiplié par cinq pour atteindre plus de 16 milliards de riyals, tandis que les exportations et les importations du Royaume d'Arabie saoudite vers le Maroc ont atteint des taux de croissance élevés.

De son côté, le président de la CGEM, M. Chakib Alj, a expliqué que l'intégration des économies marocaine et saoudienne offre de grandes opportunités d'investissement et de partenariats, notant que 250 entreprises saoudiennes investissent au Maroc et 20 entreprises marocaines dans le Royaume d'Arabie saoudite.

Il a exprimé l'aspiration du Maroc à accélérer le rythme des investissements des entreprises marocaines dans des projets qui s'inscrivent dans le cadre de la Vision 2030 de l'Arabie saoudite.

Pour sa part, l'ambassadeur du Maroc à Riyad, M. Mustapha Mansouri, a souligné les réformes économiques menées au Maroc, qui ont renforcé la confiance dans le climat des affaires et l'avenir de l'économie marocaine, soulignant que la Vision 2030 du Royaume constitue un cadre approprié pour le développement des relations économiques entre les deux pays.

Le président du Conseil d'affaires maroco-saoudien, M. Khalid Benjelloun, a également évoqué les secteurs porteurs de potentiel de coopération saoudo-marocaine, tels que l'énergie, l'automobile, la construction, le tourisme, l'alimentation et le textile, appelant à l'assouplissement des procédures d'importation et des barrières douanières.

Source : https://www.mapnews.ma/fr/actualites/economie/riyad-le-forum-%C3%A9conomique-saoudo-marocain-annonce-des-partenariats-commerciaux

Paru le 24/01/2024

La douane apporte des précisions sur la TVA appliquée à l'importation des biens d'investissement

L'Administration des douanes et impôts indirects a publié une circulaire qui porte sur les importateurs ayant déjà entamé la procédure d'acquisition de biens d'investissement avant l'entrée en vigueur de la loi de finances 2024.

Les importateurs ayant déjà entamé la procédure d'acquisition de biens d'investissement avant l'entrée en vigueur de la loi de finances (LF) de 2024 peuvent bénéficier de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'importation des biens d'investissement, selon une circulaire de l'Administration des douanes et impôts indirects (ADII).
Dans cette circulaire, l'ADII précise que la Direction générale des impôts (DGI) a informé, par correspondance n°D212/24/DGI/24/DGI, cette administration que les importateurs ayant déjà entamé la procédure d'acquisition de ces biens d'investissement avant l'entrée en vigueur de la LF 2024 et présentant des factures établies par des fournisseurs étrangers justifiant que le paiement avant le 1er janvier 2024 de tout ou partie du prix a été effectué, peuvent prétendre au régime de la TVA en vigueur au 31 décembre 2023 et bénéficier ainsi, de l'exonération de la TVA à l'importation des biens d'investissement sans obligation de présenter des garanties nécessaires et suffisantes.
D'après la même source, le service a été informé, par circulaire n°6522/210, que la LF 2024 a subordonné le bénéfice de l'exonération de la TVA à l'importation des biens d'investissement, à la production par l'assujetti des garanties nécessaires et suffisantes conformément aux dispositions des articles 92-I-6) et 123-22-a) du Code général des impôts.

Source : https://fr.le360.ma/economie/la-douane-apporte-des-precisions-sur-la-tva-appliquee-a-limportation-des-biens-dinvestissement_JDLINYYNIFCWNLES2LQKINU77I/

Paru le 28/01/2024

Rencontres d'affaires à Barcelone et Bilbao pour renforcer la dynamique d'investissement entre le Maroc et l'Espagne

Madrid - Le ministre délégué auprès du chef du gouvernement, chargé de l'Investissement,

de la convergence et de l'évaluation des politiques publiques, Mohcine Jazouli, accompagné d'une délégation composée notamment de l'Agence marocaine du développement des investissements et des exportations (AMDIE) et de la CGEM, participe, lundi et mardi, à deux rencontres d'affaires à Barcelone et Bilbao.

Ces rencontres, visant à renforcer la dynamique d'investissement et d'affaires entre le Maroc et l'Espagne, sont coorganisées par le Conseil Economique Maroc – Espagne (CEMAES), Promotion de l'emploi national, principale organisation patronale de Catalogne, et la Confédération entrepreneuriale basque (CONFEBASK), principale organisation patronale du Pays Basque.

Le Business Forum, qui aura lieu lundi à Barcelone et qui réunira plus de deux cents dirigeants d'entreprises marocaines et catalanes pour échanger sur les moyens de renforcer la dynamique d'investissement, se tient dans la continuité de la Déclaration conjointe Maroc-Espagne établie à la suite de la rencontre entre Sa Majesté le Roi Mohammed VI et le président du gouvernement espagnol, M. Pedro Sanchez en avril 2022.

La délégation marocaine sera également accueillie, mardi, par la Confédération entrepreneuriale basque (CONFEBASK) à Bilbao. Les discussions se concentreront sur divers sujets relatifs aux investissements basques au Maroc.

En parallèle, des visites sont programmées dans des unités de production emblématiques de l'industrie basque, ainsi que des sessions de travail avec les membres de l'association de l'écosystème ferroviaire espagnol MAFEX.

Ces rencontres économiques attestent de la volonté commune de renforcer, encourager et catalyser davantage les opportunités d'investissement existantes pour les communautés d'affaires des deux pays. Elles soulignent ainsi la solidité des relations diplomatiques et du partenariat économique renouvelé entre le Maroc et l'Espagne.

Au programme également, plusieurs réunions de travail avec des chefs d'entreprise espagnols dans des secteurs d'activité clés tels que l'automobile, l'aéronautique, le ferroviaire, les énergies renouvelables, l'électroménager, le textile ou l'industrie pharmaceutique.

Source : https://www.mapnews.ma/fr/actualites/economie/rencontres-daffaires-%C3%A0-barcelone-et-bilbao-pour-renforcer-la-dynamique

LA VIE ÉCO

Paru le 29/01/2024

Transition énergétique : Le Maroc et l'Autriche déterminés à renforcer leur coopération

Leila Benali, ministre de la transition énergétique et du développement durable, rencontre Martin Kocher, ministre autrichien du travail et de l'économie, pour discuter des opportunités de partenariat dans les énergies renouvelables et l'hydrogène vert, soulignant l'importance de la coopération bilatérale entre le Maroc et l'Autriche.

La ministre de la Transition énergétique et du Développement durable, Leila Benali s'est entretenue, lundi à Rabat, avec le ministre autrichien du Travail et de l'Économie, Martin Kocher, sur les moyens de renforcer la coopération entre les deux pays en matière de transition énergétique.

Cet entretien entre Mme Benali et M. Kocher, en visite de travail au Maroc à la tête d'une importante délégation d'institutionnels et d'hommes d'affaires, s'inscrit dans le cadre du

renforcement des relations de coopération entre le Royaume du Maroc et la République d'Autriche qui connaissent une forte dynamique, animée par la volonté des deux parties de consolider la coopération bilatérale, en harmonie avec la profondeur historique des liens qui les unissent et la sollicitude particulière de SM le Roi Mohammed VI et du Président autrichien, Alexander Van Der Bellen.

A cette occasion, Mme Benali a indiqué, dans une déclaration à la presse, que cette rencontre avec cette délégation importante de l'Autriche constitue l'occasion d'échanger autour des projets de partenariat entre les deux pays, en particulier dans les domaines de la transition énergétique, du développement durable, des énergies renouvelables, et de l'hydrogène vert.

La ministre a également souligné que les deux parties aspirent à tirer profit de l'élan que connaissent les relations bilatérales pour explorer davantage de voies de coopération fructueuse et attirer plus d'investissements dans des secteurs porteurs, tels les énergies renouvelables et l'hydrogène vert.

Pour sa part, le ministre autrichien a mis en avant les relations "de longue date" unissant le Maroc et l'Autriche qui se sont intensifiées davantage avec de nombreuses visites des deux parties durant les deux dernières années, notant que l'Autriche souhaite aller de l'avant dans la consolidation de ces relations, à travers l'échange d'expériences et l'augmentation du volume des investissements dans les domaines à intérêt commun.

M. Kocher a, en outre, relevé que le Maroc dispose de très bonnes conditions pour produire de l'énergie solaire et éolienne, ajoutant que l'Autriche accorde une importance particulière aux énergies renouvelables, ce qui constitue une grande opportunité d'échange d'expériences pour les deux pays.

Les relations de coopération entre les deux pays ont été marquées au cours des dernières années par l'évolution des échanges commerciaux et le développement des investissements autrichiens au Maroc. Les deux pays entretiennent une coopération industrielle fructueuse, notamment dans le secteur de l'automobile, et souhaitent élargir cette coopération à d'autres domaines, en accordant une importance particulière à l'encouragement des échanges entre les acteurs économiques des deux pays et au développement des projets communs, notamment en matière d'hydrogène vert, de biogaz, d'économie circulaire et d'efficacité énergétique.

En marge de cette visite de travail, le ministère de la Transition énergétique et du Développement durable organise une réunion au profit de la délégation autrichienne pour présenter les avancées et les perspectives du secteur de l'énergie au Maroc et discuter des principaux domaines de coopération d'intérêt commun et des opportunités d'investissement dans le Royaume, en présence des hauts responsables du ministère, de l'Agence marocaine pour l'énergie durable (MASEN), de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), de l'Agence marocaine de l'efficacité énergétique (AMEE), de l'Institut de Recherche en énergie solaire et énergies nouvelles (IRESEN) et de la Société d'ingénierie énergétique (SIE).

La délégation autrichienne participera également, le 30 janvier à Casablanca, au Forum maroco-autrichien, organisé en coordination avec la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), et verra la participation d'hommes d'affaires marocains et autrichiens qui échangeront sur les opportunités d'investissement, notamment dans les domaines de l'énergie, du gaz, du bâtiment, de l'industrie, du transport et du secteur financier.

Source : https://www.lavieeco.com/au-royaume/transition-energetique-le-maroc-et-lautriche-determines-a-renforcer-leur-cooperation/